

SOMMAIRE



Avant-propos : osez, citoyens! p. 6

PARTIE 1 – DES CLÉS POUR COMPRENDRE ET AGIR p. 20

**Comment ça marche une collectivité locale
et que peut-on faire pour reconstruire la démocratie locale ?**

- ① Candidats à une élection : quelles démarches et quels obstacles ? p. 23
- ② Élus : à quoi servent-ils et quelles sont leurs responsabilités ? p. 43
- ③ Mille-feuille : comment s'y retrouver entre les différents échelons administratifs ? p. 55
- ④ Budget de collectivité : que doit-on comprendre en priorité ? p. 73
- ⑤ Développement économique : que peuvent faire les élus ? p. 93
- ⑥ Participation : comment associer les citoyens à la gestion de la cité ? p. 107
- ⑦ Élus et associations : quel compagnonnage ? p. 135
- ⑧ Que gagnent réellement les élus ? p. 149

PARTIE 2 – DES TÉMOIGNAGES POUR DONNER ENVIE p. 162

**L'action politique locale peut être déterminante pour améliorer la vie
quotidienne des gens : nous avons rencontré cinq utopies devenues réalités.**

- ⑨ La démocratie participative, c'est une réalité à Saillans (Drôme) p. 165
- ⑩ Un centre-ville vivant et accueillant, c'est une réalité à Houdan (Yvelines) p. 177
- ⑪ Manger bio et local dans les cantines scolaires,
c'est une réalité à Niort (Deux-Sèvres) et à Saint-Étienne (Loire) p. 187
- ⑫ La culture pour développer l'économie d'un territoire,
c'est une réalité à Marciac (Gers) p. 199
- ⑬ La nature au cœur du développement local,
c'est une réalité à Coutières (Deux-Sèvres) p. 213

Conclusion : Les jours heureux p. 218

Postface : Citoyens, on y va ! d'Éric Gautier p. 232

Le cahier de propositions p. 236

Liste des acronymes p. 237

Index p. 238

Remerciements p. 240

**AVANT-PROPOS :
OSEZ, CITOYENS !**



Les Français râlent sans cesse contre les élus : le fil de la confiance est rompu. À chaque élection, l'abstention et les votes nuls et blancs caracolent en tête et progressivement le Front national se hisse vers la première place, espérant se tailler la part du lion dans un avenir très proche. La situation économique et sociale est l'une des principales causes de cette crise démocratique, mais ce n'est pas la seule. Ironie de l'histoire, les élus du peuple auraient-ils, malgré eux, asphyxié la démocratie ?

Deux camps et des frontières floues

Depuis de nombreuses années, la France est devenue totalement bipolaire¹, mais les contours de chaque pôle sont de plus en plus flous. Organisées en deux groupes hostiles, les personnalités qui composent chacun de ces pôles rivalisent d'agilité pour démolir leur adversaire sans se rendre compte qu'elles ne prennent guère le temps du débat ou de l'explicitation de leurs valeurs et de leurs différences. Leur pratique du pouvoir montre tant de similitudes qu'elle renforce cette confusion, tout en amenant une question bien légitime : pourquoi les élus n'agissent-ils pas pour s'allier et construire ensemble l'avenir du pays ? Quand la question leur est posée, les femmes et les hommes politiques répondent souvent que toute idée de programme de coalition est étrangère à la culture française... en oubliant le travail admirable réalisé par le Conseil national de la Résistance au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Amnésie ou prétexte pour détourner l'attention d'enjeux moins valorisants ? Ces frontières floues et cette agressivité permanente favorisent en tout cas la rumeur dévastatrice selon laquelle les politiques s'activeraient davantage pour défendre l'avenir de leur parti (et accessoirement leur avenir personnel) plutôt que celui des citoyens de leur territoire d'élection. La politique est de moins en moins une bataille d'idées, et de plus en plus un jeu de chaises musicales. Qui sont aujourd'hui les maîtres du jeu ? Quels sont leurs modes et règles de fonctionnement ?

1 L'élection présidentielle, deux candidats au second tour, amplifie et institutionnalise cette bipolarisation.

Faire de la politique

«Faire de la politique», voilà une expression bien galvaudée et si souvent orientée. On voudrait nous faire croire que la politique est le domaine réservé des partis. Ainsi, se retrouver sous la bannière d'un clan serait la condition nécessaire, suffisante et exclusive de l'action politique. Enveloppés de certitudes acquises au cours de congrès et de réunions où les meilleurs orateurs sont ceux qui haranguent le camp adverse avec la plus grande énergie, ces femmes et ces hommes seraient-ils les seuls acteurs à agir pour le bien commun ? Ces groupes de « convaincus » qui affirment être les seuls à détenir la vérité et refusent le débat avec tous ceux qui ne partagent pas leur ligne, au prétexte « qu'ils ne comprennent rien à la réalité de notre monde » ou bien que « ce sont des naïfs qui vivent sur une autre planète », seraient-ils les seuls autorisés à s'engager en politique ?

Les chercheurs qui travaillent sur des projets comme l'avion *Solar Impulse* font de la politique, car ils contribuent à sauver la planète en proposant des solutions alternatives aux carburants issus du pétrole. Les organisations humanitaires qui apportent aux populations assoiffées des techniques qui leur permettent d'accéder durablement à l'eau font de la politique. Les exemples sont innombrables et pas toujours aussi spectaculaires...

«Faire de la politique», c'est participer à la transformation de la vie quotidienne d'une population. C'est engager des projets pour développer l'économie d'un territoire, y multiplier les solidarités, en améliorer le cadre de vie, protéger l'environnement, promouvoir des démarches culturelles... En ce sens, tout citoyen actif « fait de la politique ». Pas seulement les partis politiques.

Partis politiques et logiques de clan

Les partis politiques ont été déterminants pour instaurer un réel progrès dans certains domaines. Mais aujourd'hui, la professionnalisation de leurs représentants, le conservatisme et l'ostracisme dont ils font preuve entraînent de telles réactions de rejet de la part des citoyens qu'ils ne peuvent que disparaître à court terme s'ils ne changent pas profondément. Cette surdité dont ils font preuve n'a d'égale que leur suffisance à déclarer qu'ils sont les seuls légitimes à s'occuper des affaires publiques.

Et les citoyens qui se présentent à des élections sans parrainage partisan avec l'envie de se retrousser les manches dans ce désert d'idées neuves ne sont à leurs yeux que des trublions qui ne rassemblent que les votes protestataires, les «décus d'Untel»... Souvent méprisées, même quand leurs résultats électoraux sont excellents, ces initiatives courageuses gênent les organisations officielles qui n'hésitent pas à leur attribuer des noms d'oiseaux, ce qui est tellement plus facile que de se remettre en question. Pourquoi tant de haine? Les partis et leurs représentants ont-ils peur de perdre leur place? Est-elle si confortable? Quels bénéfices en tirent-ils? Pas seulement sur un plan matériel, mais aussi intellectuel et moral...

Trois catégories d'individus cohabitent dans un parti : les militants, les élus et leurs collaborateurs (ce que l'on appelle «l'appareil» du parti). Les premiers sont de moins en moins nombreux : 180 000 pour Les Républicains, 130 000 pour le Parti socialiste². Malgré les efforts de bon nombre d'entre eux, reconnaissons qu'ils pèsent bien peu en réalité sur les méthodes et stratégies de leurs partis. Les élus et leurs collaborateurs ont quant à eux deux points communs : leurs convictions (espérons-le!) et leur ego. Le statut d'élu, ou celui de collaborateur d'élu, flatte l'orgueil. Les collaborateurs sont généralement d'anciens militants promus et/ou des énarques ou d'anciens élèves d'autres grandes écoles. Ils ont souvent vocation à devenir élus, à leur tour, en succédant à leurs mentors. Tout ce «personnel politique» a conscience qu'il fait partie d'une élite prestigieuse qui peut agir sur le bonheur des gens.

Ce sentiment d'appartenance à un groupe privilégié se ressent dès qu'on approche ces personnes : on entend toute une cour (plus ou moins conséquente selon le niveau de l'élu) entonner à longueur de journée le refrain : *Monsieur le secrétaire... président...* Cette cour protège l'élu sans arrêt, elle essaie à chaque instant d'anticiper ses demandes et même ses envies. Elle produit d'innombrables notes qui posent les enjeux d'un problème donné, présentent des propositions, le préparant ainsi à la confrontation avec son public qui espère l'entendre parler savamment du problème en question. Ce jeu de rôles a ses règles et ses usages. Si tout individu a besoin de se sentir utile, les élus et collaborateurs du parti, eux, se sentent

² Le Monde.fr, 22 septembre 2016.

importants. Pourtant, dans un parti, un élu, seul, n'est rien. Il n'existe que par le groupe et par le réseau d'influence qu'a pu constituer le parti. C'est la logique de clan. On naît grâce au clan et on lui doit tout... En son sein, on trouve d'innombrables ressources : il est notamment le lieu où se font de multiples rencontres qui apportent à l'élu des savoirs et savoir-faire et lui permettent d'acquérir une certaine compétence, voire une forme de spécialisation. Et donc, une reconnaissance. Petit à petit, inévitablement, il se sent redevable à l'égard du clan, qui lui apporte tant d'atouts : il n'y a donc pas de raisons de le critiquer, et encore moins de le quitter. Quitte à y perdre un peu en indépendance et en liberté de conscience. Le réseau grandit ainsi, composé de gens forcément « formatés » et disciplinés, car il gomme progressivement toutes les aspérités qui pourraient le gêner. On sait pouvoir compter sur eux ! C'est ainsi que se produit une certaine forme de « consanguinité politique » : qui se ressemble reste dans le clan le plus longtemps possible en cumulant un maximum de mandats ; et l'on se succède les uns aux autres.

Professionnalisation des élus

Depuis quelques dizaines d'années, le personnel politique, tantôt aux commandes, tantôt dans l'opposition, s'est ainsi professionnalisé et a transformé l'action politique en métier. Le virus est désormais inoculé. La pathologie nationale est en place : pour être élu, il faut déjà avoir été élu ! Ainsi, le cumul des mandats s'est généralisé, qu'il s'agisse du cumul de plusieurs mandats simultanés (député-maire et conseiller départemental, par exemple) ou de mandats successifs (maire pendant trente ans...). Le prétexte communément avancé est tout simplement absurde : on servirait mieux son territoire en étant élu à tous les échelons possibles. Ainsi, ce maire d'une ville de 10 000 habitants, président de la communauté de communes et conseiller régional (il a échoué aux dernières législatives, mais devrait y retourner un jour, il est secrétaire national de son parti...), qui, parlant de ses différents mandats, affirme sans sourire : « Je considère cette configuration comme raisonnable. Il me semble important que les élus au fait de la gestion d'une collectivité soient présents au sein d'autres instances. En France, on prend les choses à l'envers. Tant qu'on ne rationalisera pas nos collectivités, on ne pourra pas réclamer des mandats uniques, sinon on va multiplier le

nombre d'élus.» Et alors ? Il y aurait plus d'élus, mais un même nombre de mandats. Dans une hypothèse de mandat unique, on répartirait la tâche (immense) pour qu'elle soit réellement assurée... sans pour autant multiplier les indemnités. Où est le problème ? Précisément : les indemnités. Car ce que ce maire «cumulard³» ne précise pas, c'est que le montant brut de ses indemnités approche les 8 000 €⁴ par mois. Ce système se révèle dès lors totalement vicié et vicieux. Le pouvoir d'achat de ces élus devient si confortable qu'ils ne peuvent l'abandonner. Qui accepterait avec plaisir de voir son revenu amputé de moitié ou plus ? Afin de conserver le plus longtemps possible un maximum de mandats et donc d'émoluments, l'écu cumulard n'a plus qu'une issue : «S'accrocher !» Ce qui n'est pas forcément incompatible avec l'envie de bien faire et de continuer indéfiniment à agir pour le «bien des gens». Néanmoins, ces élus-là sortent inévitablement du monde «normal», ils vivent en vase clos, déconnectés du quotidien et de leurs concitoyens, et courent sans arrêt. Ils disent que c'est faux, qu'ils rencontrent beaucoup d'habitants, favorisent la concertation, etc. Ils sont surtout sans cesse dans des trains ou des voitures de fonction... Ces élus-là papillonnent, surfent sur l'écume, délèguent tout, notamment aux agents des collectivités – ils vivent de la politique, mais ils n'en font plus. Plus on observe le haut de l'échelle politique, plus on les rencontre, bien évidemment. Mais l'aspect financier n'est pas la seule motivation d'un élu «cumulard». Il faut aussi considérer ce que nous appellerons «le climat aristocratique» qui valorise l'écu, le protège et le maintient dans une élite française.

Aristocratie républicaine

Qu'ils adhèrent à un parti ou non, tous les élus peuvent être imprégnés par ce climat «aristocratique», même les maires des petites communes rurales. Cela commence à la sous-préfecture. Invités à de nombreuses réunions sous les ors de la République, d'abord impressionnés puis flattés de faire partie de ce groupe trié sur le volet, les élus s'y habituent et se reconnaissent entre eux, ils deviennent le «gratin» de la République pour le mandat en cours. Une fois par an, ils se retrouvent tous aux vœux

3 Le mot n'est pas très élégant, je l'utiliserai néanmoins, car il a l'avantage d'être limpide.

4 Il est à la fois maire de chef-lieu (2 965 €), président de communauté de communes (2 300 €) et conseiller régional (2 660 €) – montants bruts.

de monsieur le préfet dans les salons de la préfecture, accompagnés de leurs conjoints et en présence de toute la nomenklatura administrative départementale (directeur départemental de l'agriculture, architecte des bâtiments de France, président du conseil départemental et sa directrice de l'action sociale, patrons de la police, des pompiers, représentants de l'armée...). Ils sont présents pour célébrer la nouvelle année et surtout pour bien identifier les arrivées et les sorties du cercle auquel ils appartiennent désormais : « l'aristocratie républicaine », en somme. L'ambiance est courtoise, souriante, tout en retenue, la cravate et le tailleur de rigueur. C'est l'apothéose de l'entre-soi, le moment de ressentir la reconnaissance et la fierté que le groupe offre à chacun de ses membres. Une fois gonflé à bloc, on peut redescendre sur le terrain et affronter ses dures réalités. Dans quelques semaines, chaque élu local reviendra à la préfecture pour élire les sénateurs, autre privilège de classe puisque le peuple n'a pas ce droit-là. Pour comprendre pourquoi certains élus restent si longtemps, il ne suffit pas de pointer la question des indemnités ou du temps nécessaire à la réalisation de leur abondant programme, il faut aussi parler de toutes ces compensations plus ou moins narcissiques.

La vie d'un élu local est schizophrénique : il est tantôt porté par la reconnaissance du public (le maire a la meilleure cote de tous les élus français), tantôt conspué par la rumeur et la critique insatiables. Il se retrouve happé par des actions stressantes et des pressions permanentes, séduit par la diversité (des sujets abordés et des personnes rencontrées) et par un rythme de vie trépidant, angoissé par la multitude des obstacles (qu'il vaut mieux éviter) et par la complexité technique de nombreux dossiers, envoûté par les discours des (forcément inoubliables) inaugurations... Tout cela produit tant de satisfaction et d'adrénaline que s'arrêter, ce serait mourir un peu ! Et l'électeur conclut : « Tous pareils, ils ne pensent qu'à ce que cela leur rapporte ! » Ce qui est très injuste. Le maire d'une petite commune rurale, dont c'est le seul mandat, perçoit quelques centaines d'euros et doit se battre chaque jour contre toutes les difficultés que pose sa mission. Il est un héros de la démocratie ! Une démocratie qui perd chaque jour de nombreux électeurs...

Que faire ?

Chaque soir d'élection est désormais un cauchemar : invariablement, à la découverte des résultats, nous constatons une augmentation de l'absentéisme et des votes extrêmes, les électeurs ayant ainsi crié leur désarroi et leur colère. À la télévision, les deux pôles s'invectivent comme s'il ne s'agissait que d'un jeu de rôles sans grandes conséquences. Comme si chaque camp savait bien qu'il succéderait un jour à l'autre... Chacun son tour, un petit tour et puis s'en vont...

Malgré des alertes multiples, ces élus cumulards (des deux pôles) refusent de remettre en cause le système. Ils sont élus pendant des dizaines d'années, se cooptent, se distribuent les rôles et les fonctions, agissent chaque jour pour maintenir en place les mêmes personnes, faire fonctionner les mêmes réseaux et défendre les mêmes idées. L'asphyxie est inéluctable. Aujourd'hui, de très nombreux citoyens ne se reconnaissent plus dans leurs représentants et se détachent des élus des deux pôles. Ils « regardent ailleurs ». Pendant que « notre maison brûle », un troisième pôle grandit, grandit... Alors que fait-on ?

Il est plus que temps de décréter « l'état d'urgence démocratique ». Une fracture plus importante, voire même qui perdurerait telle quelle, entre le peuple et ses représentants ne pourrait rien produire de bon. Alors que peut-on faire ? Changeons les règles du jeu et remplaçons les joueurs...

Mes deux rêves

S'agissant des règles, je fais un premier rêve : que notre système électoral soit profondément transformé. Désormais, aucun élu ne pourra rester indéfiniment dans des fonctions électives ; et tout cumul sera interdit de manière stricte. Un élu ne pourra avoir qu'un seul mandat à la fois et pas plus de deux consécutifs, quelle que soit l'élection. Autrement dit, une vie de femme ou d'homme politique ne pourra durer qu'une dizaine ou une douzaine d'années, au maximum. La politique, de fait, se « déprofessionnalisera », les élus conserveront leur métier d'origine, qu'ils retrouveront sans difficulté (grâce à leur statut d'élu) à la fin de leur « service démocratique », sorte de « service civique » électif.

Je fais un second rêve. Pour trouver un bon équilibre entre démocratie représentative et démocratie participative, les portes et fenêtres des collectivités locales s'ouvrent en grand et de nombreux citoyens entrent

en politique. Diverses listes citoyennes se constitueront, non inféodées aux partis politiques, engagées autour de valeurs communes et de méthodes que les électeurs auront plébiscitées. De nombreux candidats de ces listes seront élus et se mettront immédiatement au travail pour associer la population aux affaires publiques. Ils apporteront du sang neuf, un nouveau souffle : de l'air ! La politique se mettra à respirer. Les électeurs retourneront aux urnes, nombreux sont ceux qui participeront désormais à de multiples commissions et groupes de travail pour la gestion des villes et des villages. Les citoyens réussiront ainsi à dépasser à la fois leur colère et leur peur et oseront s'engager sans crainte. Les règles du jeu seront profondément modifiées et les joueurs, remplacés... Rêves sur le mode du « Si j'étais président... » ? Non, objectifs à atteindre. Quels progrès peut-on espérer du système représentatif actuel ? Pas grand-chose. Depuis plus de deux cents ans, nous avons la certitude que la démocratie, pour être parfaite, doit élire des candidats désignés par des pouvoirs divers, qu'ils soient économiques ou politiques. Aujourd'hui, on voudrait nous faire croire qu'il ne peut pas y avoir de démocratie réelle en dehors des partis politiques⁵, argument qui excuserait à lui seul l'esprit borné de ces organisations. En oubliant au passage que la démocratie est bien plus ancienne que les partis politiques, les partis français ne datant que du début du XX^e siècle. Faut-il réinventer la démocratie ? Aujourd'hui, la plupart des élus sont choisis par les partis politiques (la quasi-totalité au-delà de l'échelon communal) pour représenter le peuple. Mais celui-ci se sent de moins en moins représenté. Le divorce est désormais consommé entre les élites et un peuple qui n'a plus confiance. Alors, celui-ci cherche à reprendre le pouvoir ici et ailleurs (à travers des initiatives comme « Podemos » ou « Nuit debout »...) ou à dire son désaccord et sa colère (voir la participation en berne aux récentes élections françaises). La conclusion est évidente : le peuple doit reprendre les manettes, ne plus se contenter de les distribuer tous les cinq ou six ans.

5. Même Robert Hue, ancien secrétaire national du Parti communiste français, annonce que « les partis vont mourir... et ils ne le savent pas ! », comme l'indique le titre de son ouvrage paru aux éditions L'Archipel en 2014.

Apprendre à oser

Depuis toujours, les Français envoient au pouvoir les lettrés : médecins, vétérinaires, avocats, enseignants..., ceux qui ont fait de longues études, ceux qui savent. Cette tradition ne s'oublie pas facilement et nombreux sont les Français qui pensent encore aujourd'hui « ne pas être capables » de conduire les affaires de la commune, du département ou de la Région, à plus forte raison celles de l'État. Comment lutter contre cette peur ancrée si profondément, particulièrement dans les familles issues de milieux agricole ou ouvrier, ou parmi les employés ? Comment les aider à oser ? Oser... pour reconquérir la démocratie. La liberté, l'égalité et la fraternité, plus qu'une devise, sont les enjeux principaux de cette reconquête, fondations indispensables au bonheur de nos enfants et des générations futures. L'émancipation du plus grand nombre est la planche de salut.

Cet ouvrage est une minuscule pierre apportée à cet ambitieux édifice : la reconstruction d'une démocratie à la fois *représentative* et *participative*. Elle a besoin d'élus ancrés dans la vie, mais aussi d'habitants qui restent mobilisés par la gestion de leur village, de leur ville ou de leur département, même lorsque les élections sont terminées. La gestion d'une collectivité est accessible à la grande majorité des citoyens. J'ai écrit ce petit livre pour en rassurer quelques-uns.

Ce n'est pas un livre d'expert, tout au plus un recueil pratique pour donner envie. Pour oser s'intéresser à la politique locale et, peut-être, se lancer dans cette belle aventure que constitue la défense du bien commun et de l'intérêt général. Contrairement à la rumeur publique, parfois encouragée par certains politiques et médias, il n'est pas nécessaire de sortir de Saint-Cyr, de l'ENA ou de Sciences Po pour être efficace dans l'action publique : seules une volonté politique inébranlable et l'envie d'agir collectivement sont indispensables. La fonction d'élu est l'une des plus belles créations de l'humanité. Raison de plus pour la défendre. Quitte à réinventer de nouvelles règles du jeu pour de nouvelles pratiques démocratiques.

Des élus de convictions

Notre système politique a permis à quelques-uns de faire main basse sur les mandats, d'organiser ce que j'ai appelé la « consanguinité politique »

et le règne des cumulards, pendant que d'autres, notamment de « petits » élus locaux, se battaient d'arrache-pied pour aider au mieux leurs concitoyens, tout en faisant face aux lenteurs administratives, ou aux rivalités et règlements de compte entre clans.

J'ai eu une position d'observation privilégiée en me trouvant au plus près des édiles, et au cœur des coulisses du pouvoir administratif. D'abord secrétaire de mairie, puis collaborateur de cabinet d'un président de conseil général, puis directeur de services administratifs et enfin directeur général adjoint des services d'un conseil général, j'ai rencontré au sein de ces collectivités, et en leur voisinage, des élus « de base » farouchement fidèles à leurs convictions, tenaces et engagés. Ne ménageant pas leurs efforts pour aller au bout de leur engagement, ils partageaient avec de nombreux fonctionnaires l'ambition d'offrir le meilleur service public à la population. Mieux, ces élus et ces fonctionnaires étaient souvent les premiers à critiquer les us et coutumes politiques, dépités qu'ils étaient par l'asphyxie de notre démocratie. Les uns comme les autres pourraient être grandement aidés dans leurs missions respectives si les citoyens, au lieu de tourner le dos à la démocratie, se mobilisaient plus fortement et plus vite pour sa défense et sa vitalité, donc pour la réinventer. Pour construire ce que Dominique Rousseau voit émerger et qu'il appelle « la démocratie continue », celle qui « hésite entre démocratie d'opinion, démocratie du public ou démocratie participative⁶ ».

On voit bien que le temps n'est plus à ergoter sur ce qui différencie *la droite* de *la gauche* ni à opposer ces deux clans qui finalement utilisent et protègent les mêmes pratiques, celles qui précisément sont la cause de notre asphyxie. Le temps est venu d'inventer de **nouvelles règles du jeu démocratiques** qui se fondent réellement sur :

- **L'égalité** des citoyens, ce qui commence par une reconnaissance de leur intelligence et de leur capacité à s'occuper des affaires publiques, l'idée même *d'élite* étant à combattre.
- **L'ouverture** des commissions et groupes de travail pour associer les habitants à la gestion quotidienne de la cité.

6 Dominique Rousseau, *Radicaliser la démocratie. Propositions pour une refondation*, Seuil, 2015.

- **La transparence** des décisions publiques : dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit!
- **La répartition du pouvoir** entre tous les élus : abandonnons cette conception monarchique et pyramidale du pouvoir (le culte de *l'homme providentiel*).
- **La non-professionnalisation** des élus : la politique ne doit plus être un métier, car quand on *vit* de la politique, on n'en fait plus...
- **L'obligation de rendre compte** du programme mis en œuvre, de le faire évaluer et de faire contrôler le respect des règles démocratiques.

Ce qu'il faut opposer désormais, ce sont les *nouvelles* méthodes aux *anciennes* pratiques, les *nouveaux* élus (ceux qui mettent en œuvre ces nouvelles règles du jeu démocratique) aux *anciens* élus, et ce, quel que soit l'âge des uns et des autres!

C'est **une nouvelle culture** qu'il s'agit de construire. Ne comptons pas trop sur les élus en place, ils auront probablement du mal à sortir du moule. Et ils sont tellement certains d'avoir raison...

Citoyens, il n'y a qu'une solution : il faut y aller ! Il faut se présenter aux élections locales pour commencer à construire cette *nouvelle culture démocratique* qui devrait être l'un des principaux enjeux des prochaines élections. Une fois atteint « par le bas », même s'il faut des décennies pour y arriver, c'est tout l'édifice qui devrait se transformer : une nouvelle démocratie vivante et reconnue comme telle par ses citoyens. Lorsque de nombreuses communes seront gérées par des *listes citoyennes* utilisant ces nouvelles méthodes, la force des citoyens, élus et non élus agissant ensemble, sera telle qu'il faudra bien « transformer l'édifice » de la cave au grenier, c'est-à-dire jusqu'à la Constitution.

Le Guide pratique pour oser s'impliquer dans la vie politique locale est un livre d'espoir qui s'appuie sur une certitude : la capacité des citoyens à réagir et à combattre pour épauler la démocratie.

Ce livre vous invite à remplacer vos élus locaux dès les prochaines élections. Les remplacer tous ? Non, seulement :

- Ceux qui en sont déjà à leur deuxième mandat⁷.
- Ceux qui ont un fonctionnement autocrate : pas de partage du pouvoir au sein de leur propre équipe et du mépris pour leur opposition.
- Ceux qui rejettent la transparence, ont le culte du secret et ne rendent pas de comptes.
- Ceux qui n'associent pas les habitants à la gestion de la cité (ou font semblant), qui croient qu'une fois élus ils ont tous les pouvoirs, « transmis par le peuple ».

Ça fait du monde ? À vous d'observer, d'analyser et de juger. C'est votre droit absolu.

Vous trouverez dans ce guide pratique quelques clés et des informations concrètes sur la vie des collectivités et la politique locale. Il y a surtout, dans la seconde partie, des témoignages qui pourraient consolider l'envie, parce qu'ils montrent que tous les espoirs sont permis, que l'action publique a encore du sens et, parfois, une belle efficacité.

La politique, ça ne sert à rien ? Si on s'en donne les moyens, la politique peut servir à déplacer les montagnes.

Alors osez, citoyens !

⁷ Ils pensent déjà au troisième « parce qu'en moins de quinze ans, on ne peut rien faire »... Quelle considération pour la compétence et l'intelligence de leurs successeurs, ainsi disqualifiés dans leur poursuite du travail !